



Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud  
13800 ISTRES  
Site Web: [www.symcrau.com](http://www.symcrau.com)

## **BORDEREAU D'ENVOI**

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE  
Tél : 04.42.56.64.86  
Mail: [contact@symcrau.com](mailto:contact@symcrau.com)

Liste des pièces adressées le **11 MARS 2019**  
A  
**Monsieur le Sous-Préfet d'Istres**

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
<b>Délibération :</b> Demande de subvention à l'Agence de l'Eau pour l' Elaboration d'une Stratégie de Communication, d'Information, de Sensibilisation, d'Education et de Formation (CISEF) action E1-2	<b>N° 15/19</b>	5 mars 2019

Fait à Istres le **11 MARS 2019**

La Présidente du SYMCRAU,  
Céline RAMONNIER



ACCUSE DE RECEPTION :  
Déposé en Sous-Préfecture d'Istres le :

Sous-Préfecture d'Istres  
(Tampon-dateur de la Sous-Préfecture)  
**11 MARS 2019**  
**Courrier arrivé**





## **Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau**

### **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**N° 15/19**

**Objet de la délibération : Demande de subvention à l'Agence de l'Eau pour l'Elaboration d'une Stratégie de Communication, d'Information, de Sensibilisation, d'Education et de Formation (CISEF) action E1-2**

L'an deux mille dix neuf  
et le cinq mars  
le Comité Syndical du Syndicat Mixte  
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
régulièrement convoqué s'est réuni,  
en nombre prescrit par la loi  
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN

#### **Étaient présents :**

- **Membres à voix délibérative :**  
Mme Martine ARFI, M. Gérard BARTOLI, M. Jean-Michel BOCOgnANO, Mme Marylène BONFILLON, Mme Corine BOUYA, Mme Aline CIANFARANI, M. Alain DERVIEUX, M. Yves GARCIA, Mme Mireille HENRY, Mme Jacqueline HERVY, M. Daniel HIGLI, M. Michel MILLE, M. Jean-Pierre MUTERO, M. Vincent PETISI, M. Louis PHILIPPE, M. Jean-Louis PLAZY, Mme Marie-France SOURD, Mme Céline TRAMONTIN, M. Yves WIGT
- **Pour les membres à voix consultative : néant**
- **Procurations :**  
De Monsieur André MANELLI à Mme Mireille HENRY  
De M. Vincent BONFILLON à Mme Marylène BONFILLON

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 19 Procurations : 2 Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 21
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Secrétaire de séance :** Mme Marylène BONFILLON

**Rapporteur :** Mme Céline TRAMONTIN

Le SYMCRAU travaille depuis 2006 à l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique locale de l'eau durable sur le territoire de la Crau. Depuis lors, plusieurs chantiers d'ampleur ont été conduits avec le soutien de l'Agence de l'Eau.

Il s'agit notamment de la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité de l'eau, de la piézométrie et de l'intrusion marine ; la création d'un observatoire de la nappe et du territoire, de la définition des zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable, des études de connaissance sur la gestion quantitative (SINERGI) et l'intrusion marine (SIMBA).

Le Contrat de nappe, signé en 2017, a permis une connaissance mutuelle des acteurs économiques, institutionnels et environnementaux qui ont pris conscience de la vulnérabilité de l'aquifère de la Crau et de son caractère stratégique pour le territoire et son économie. Suites aux études conduites en première phase, il s'agira dans la seconde phase du contrat de transformer l'essai en mettant à l'agenda politique la question de la qualité de l'eau et de gestion quantitative à travers la mobilisation de moyens pour mettre en œuvre des mesures concrètes en matière d'aménagement du territoire, d'économie d'eau, de préservation des zones humides et de lutte contre les pollutions diffuses.

Par exemple, la préservation des zones de sauvegarde nécessite l'intégration dans les zones de sauvegarde de règles strictes dans les documents d'urbanisme sur la limitation de l'étalement urbain, du pluvial, voir l'interdiction de certaines activités incompatibles. Sur le volet agricole, aucune réglementation ne peut être utilisée en appui. Nous devons donc travailler sur la sensibilisation et l'animation. Quoi qu'il en soit en l'absence de document prescriptif tel qu'un SAGE, les seuls axes de travail y compris dans les documents d'urbanisme sont la sensibilisation visant l'appropriation par l'ensemble des acteurs des enjeux de l'eau pour le territoire. Ainsi, quel que soit les sujets traités, une évolution des mentalités sera nécessaire pour faire évoluer les politiques vers une prise en compte des enjeux de l'eau et pour que ces changements soient acceptés par les populations et que la politique de l'eau soit efficiente.

Les thématiques de Gouvernance et du partage des connaissances étaient d'ailleurs ressortis de la concertation lors de l'élaboration du contrat de nappe comme étant des sujets fondamentaux au point que le Comité de nappe décide d'en faire des volets à part entière du Contrat (volets D et E). En ce qui concerne la Gouvernance, une étude stratégique, juridique et financière, soutenue par l'Agence de l'eau, va être engagée pour définir les adaptations statutaires à apporter pour pérenniser la politique menée par le SYMCRAU dans le cadre des évolutions institutionnelles en cours et étudier l'opportunité d'un SAGE sur la Crau.

En ce qui concerne le volet E du contrat, une stratégie de communication, d'information, de sensibilisation, d'éducation et de formation avait été identifiée pour ancrer largement une culture de l'eau propice à une gestion concertée et durable de la ressource en eau et des milieux sur le Territoire de la Crau (action E1-2). Il s'agit de fixer le niveau d'ambition en matière de sensibilisation et de poser un cadre stratégique pour l'atteindre en consolidant les actions existantes correspondantes et en impulsant des actions complémentaires nécessaires, tout ceci dans un cadre financier défini et maîtrisé. En effet, à l'issue de la concertation du contrat de nappe, il était ressorti que le territoire de la Crau peut s'appuyer sur des structures spécialisées en éducation à l'environnement et au développement durable mais qu'elle n'existe pas de programme pédagogique spécifique à la ressource en eau sur ce territoire ni d'outils associés. Ainsi les conclusions ont mis en avant l'existence d'actions de sensibilisations ponctuelles mais l'absence de coordination, de continuité et de cadrage stratégique nécessaire à une politique efficiente.

Ainsi, le SYMCRAU souhaite engager cette stratégie CISEF afin de mobiliser, d'expliquer et de convaincre les usagers et acteurs locaux de mieux préserver la nappe pour les milieux et les usages, atteindre l'objectif de non dégradation de la masse d'eau et rendre le territoire plus résilient aux effets du changement climatique. Le plan d'actions qui en découlera sera inscrit dans la 2<sup>ème</sup> phase du contrat de nappe. Cette stratégie contribuera également à faire connaître l'efficacité et le dynamisme de la politique de l'eau sur les territoires aux échelles régionales, bassin et nationales pour défendre les moyens et le savoir-faire français en la matière.



**Le Comité :**

**OUI** l'exposé de Mme la Présidente,

**APRES** en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE** des membres présents,

**DEMANDE** une subvention à l'Agence de l'Eau sur la base du plan de financement suivant :

Volet	Coût TTC	Financements prévisionnels		Autofinancement
		Agence de l'Eau 50%	Région 30%	SYMCRAU 20%
Stratégie CISEF - Frais de personnel	54 600 €	27 300 €	16 380 €	10 920 €
Stratégie CISEF - Prestations externalisées	20 100 €	10 050 €	6 030 €	4 020 €
Plaquettes : PAO+ impression	5 000 €	2 500 €	1 500 €	1 000 €
Matériel informatique et logiciel	2 000 €	1 000 €	600 €	400 €
<b>TOTAL</b>	<b>81 700 €</b>	<b>40 850 €</b>	<b>24 510 €</b>	<b>16 340 €</b>

**AUTORISE** la Présidente à engager les démarches, consultations, dépenses afférentes ainsi que signer la délibération,

**AINSI** fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**La Présidente du Syndicat Mixte de gestion  
de la nappe phréatique de la Crau,**

**Céline TRAMONTIN**



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.